

Attentat à Conflans-Sainte-Honorine

« Imams et théologiens doivent s'engager par des actions concrètes »

Ancien professeur de religion musulmane au lycée en Belgique, Hicham Abdelgawad prépare actuellement une thèse de doctorat à l'Université de Louvain sur l'enseignement du fait religieux à l'école. Il appelle les responsables musulmans – imams et théologiens – à casser l'argument des terroristes selon lequel « une offense au prophète Mohammed mérite punition ».

Propos recueillis par Anne-Bénédicte Hoffner, La Croix, 18 octobre 2020



Hommage au professeur d'histoire de Conflans-Sainte-Honorine assassiné par un jeune d'origine tchétchène, vendredi 16 octobre.

La Croix : Sur les réseaux sociaux, certains musulmans refusent de s'exprimer au sujet de l'assassinat d'un professeur d'histoire à Conflans-Sainte-Honorine, estimant soit qu'ils ne sont pas concernés, soit que cela ne sert à rien tant « l'islamophobie » est ancrée en France. Qu'en pensez-vous ?

Hicham Abdelgawad : Je pense qu'il faut distinguer les responsables musulmans des simples croyants. Quand on est responsable, on représente l'islam – le sujet de la représentation de l'islam est complexe – mais on a une fonction liée à l'islam et, à ce titre, une parole qui porte. On est en quelque sorte un haut-parleur des islams existants : la parole que l'on porte doit donc être à la hauteur de la fonction. Par conséquent, pour un responsable musulman, c'est un devoir de condamner de tels actes. Ceux qui ne le font pas sont en tort.

En revanche, si l'on estime que la citoyenneté passe avant l'appartenance religieuse, alors on ne peut exiger d'un simple croyant une réaction particulière. Mais le fait que l'on ne puisse l'exiger de lui ne signifie pas qu'elle n'est pas souhaitable. Les musulmans ne peuvent pas sans cesse appeler à distinguer islam et islamisme et refuser de rendre cette différence visible, par exemple en condamnant ces actes horribles commis au nom de leur religion.

Dire que cela ne changera pas l'avis du militant d'extrême-droite n'est pas suffisant : on ne le fait pas pour le faire changer d'avis mais parce que c'est juste de le faire.

Il y a une expression qui dit que le musulman doit être « jaloux » de sa religion. Cela signifie qu'il ne doit pas la laisser à n'importe qui sans rien dire. Si les terroristes viennent lui disputer sa religion, il doit répondre et dire : « non, elle est à moi ».

Que peut attendre la société des responsables musulmans, après ce nouvel attentat commis au nom de leur religion ?

H. A. : Ils doivent exprimer leur solidarité et leur condamnation mais ils doivent surtout dire qu'aucune caricature, aucune moquerie ne peut justifier une attaque physique ou morale sur une autre personne. Il faut être très clair là-dessus : l'argument des terroristes, qui est qu'une offense au prophète Mohammed mérite punition, doit être cassé. En

France, dans leurs discours ou sur les réseaux sociaux, certains imams valident, ne serait-ce que sur le plan théorique, cette idée : cela doit cesser.

Par ailleurs, il faut arrêter avec cette phrase selon laquelle « les attentats n'ont rien à voir avec l'islam ». Elle est fautive. Les textes qui peuvent leur servir de justification existent et aucun responsable musulman n'intègre à son discours une production historico-critique permettant de les désamorcer. Les imams et théologiens musulmans doivent se mettre autour d'une table et s'engager dans des actions concrètes pour intégrer une part de déconstruction du patrimoine musulman sur une base scientifique, historique, froide.

Il faut que les théologiens musulmans l'admettent : tout seuls ils n'y arriveront pas. Ils ont besoin des historiens, des anthropologues, des sociologues et des psychologues pour produire une pensée islamique qui mette fin à cette religiosité folle à lier. Il faut acter l'échec de la théologie islamique classique.

Si nous avons une théologie à la hauteur de ce que proposait par exemple l'Égyptien Nasr Amid Abou Zayd il y a deux décennies (NDLR : il proposait une interprétation humaniste du Coran, qui lui a valu l'exil et des menaces de mort), nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Il y a toujours moyen de progresser. Les catholiques ne sont pas sortis en deux jours de leur vision du peuple juif comme « peuple déicide » : ils ont d'abord dû reconnaître qu'elle n'avait pas sa place dans le christianisme. Nous pouvons le faire, nous aussi.

Comme ancien étudiant en sciences des religions à l'université puis comme professeur de religion musulmane en lycée, vous savez ce que peut coûter cette déconstruction pour un croyant...

H. A. : Je sais effectivement ce coût pour y avoir été moi-même confronté et je comprends que certains croyants hésitent à s'y lancer. Mais en 2016, quand j'étais encore professeur de religion en Belgique, j'ai pu aborder le sujet délicat des interpolations (NDLR Ajout d'un élément qui n'y était pas au départ) dans le Coran avec une classe d'élèves de première d'un bon niveau.

Je leur ai d'abord montré ce qu'était une interpolation et comment la repérer dans des textes non-religieux, puis nous avons travaillé sur le passage sur l'esclavage sexuel dans le Coran. En deux séances, ils avaient compris. Et les filles étaient rassurées par l'idée que ce passage résultait sans doute d'un ajout tardif.

Comprenez-vous aussi le désarroi des professeurs de collège et lycée à qui l'on demande d'aborder le fait religieux et qui ont peur de le faire ?

H. A. : C'est tout à fait normal et je les comprends. La thèse sur laquelle le travaille en ce moment en sciences des religions porte justement sur ce sujet : comment rendre les approches historico-critiques acceptables par des jeunes musulmans croyants ?

La matière religieuse n'est pas comme les autres : elle génère des affects très forts car les croyants construisent leur vision du monde et leur projet de vie à partir de leur religion. Lorsqu'il touche à la religion, l'enseignant touche à la vision du monde et au projet de vie de ses élèves. Personne n'est choqué en apprenant le théorème de Pythagore. Mais beaucoup de jeunes musulmans le sont quand on leur apprend que des textes comme la sira d'ibn Hishâm (m. 833) rapportent que Mohammed a fait massacrer une tribu juive ou que le Coran a été modifié.

Je comprends que les professeurs n'aient pas envie de se lancer tant qu'on ne leur fournit pas une pédagogie sur mesure. Moi-même, alors que mes cours avaient lieu dans un cadre confessionnel, j'ai vu à quelle vitesse les choses pouvaient dégénérer. Aujourd'hui, pour ma thèse, je me retrouve à faire beaucoup de psychologie.

Toute ma question est : comment faire pour ménager les affects les plus torrentueux ? En Belgique, les catholiques ont produit des parcours intéressants dans un cadre confessionnel. Mais nous, en France, sommes très en retard.

Il ne faut donc pas renoncer à aborder le fait religieux dans le cadre scolaire et laïc ?

H. A. : En France on est têtu et ne veut pas que la religion entre à l'école, dans un cadre confessionnel ou non. Mais le facteur religieux est devenu déterminant, et cela ne devrait pas changer alors que les idées voyagent à la vitesse de la fibre optique. Il faut penser le religieux à l'école avec méthode, mais tant que cette méthode n'existe pas, il vaut mieux s'abstenir. Je souhaite produire des outils, comme des manuels scolaires, utilisables facilement par les enseignants qui voudront aborder le fait religieux, mais je n'en suis pas encore là.

Après l'assassinat de Samuel Paty

« ne pas utiliser cette souffrance pour creuser les divisions »

La Croix, 19 octobre 2020

Le père Arnaud Gautier est curé de la paroisse du Confluent, regroupant les communes de Conflans-Sainte-Honorine, Andrésey et Maurecourt. Il réagit à l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire dans un collège de Conflans.

La Croix : Quel lien existe entre la paroisse de Conflans-Sainte-Honorine, dont vous êtes le curé, et le collège du Bois-d'Aulne où enseignait Samuel Paty, enseignant assassiné vendredi 16 octobre après avoir montré à des élèves des caricatures de Mohammed ?

Père Arnaud Gautier : La paroisse est très liée au collège car des élèves, dont certains avaient Samuel Paty comme professeur, fréquentent l'aumônerie catholique du collège et sont des paroissiens. Un professeur, collègue proche de Samuel Paty, qui avait déjeuné avec lui vendredi midi, est également paroissien. Je l'ai vu le soir même, il était effondré et nous avons prié ensemble à l'église.

Quelles sont les réactions de vos paroissiens ?

P. A. G. : Conflans, c'est petit, on se connaît. Tous les paroissiens connaissent un professeur ou des enfants du collège. Ce drame a bouleversé tout le monde. Les gens sont stupéfiés, dépassés, mais je les ai exhortés à faire attention à la parole, pour ne pas attiser la haine, les séparations et les ressentiments. Nous souffrons comme tout le monde mais il ne faut pas utiliser cette souffrance pour creuser les divisions.

Comment la paroisse va-t-elle se mobiliser dans les semaines qui viennent ?

P. A. G. : Nous proposerons samedi 7 novembre un espace de parole libre, pour les collégiens de l'aumônerie qui pourront inviter leurs camarades, les professeurs et les parents d'élèves. Pour s'opposer à la haine et à la barbarie, et cette tentation existe dans la société, il nous faut des paroles qui vont dans le sens de la raison et de la lumière.

Arnaud Bevilacqua,

L'islamisme, une « déclinaison identitaire de l'islam »

Au-delà de cercles identifiés, l'islamisme se diffuse de manière moins affichée, notamment par un discours qui oppose les musulmans au reste de la population. Après l'assassinat de Samuel Paty à Conflans-Saint-Honorine, les enquêteurs s'intéressent aux militants islamistes, proches du parent d'élève qui a ciblé l'enseignant sur les réseaux sociaux.

- Mikael Corre avec Anne-Bénédicte Hoffner, La Croix, 20 octobre 2020

Dès le lendemain de la décapitation vendredi 16 octobre du professeur d'Histoire-Géographie Samuel Paty, à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), des sources au ministère de l'intérieur et dans les services de renseignement évoquaient auprès de *La Croix* l'implication « *indirecte à ce stade de l'enquête de mouvements islamistes radicaux* ».

Concrètement, aucun lien direct n'a encore été établi entre l'assaillant et les personnes à l'origine de la cabale lancée sur les réseaux sociaux contre Samuel Paty, qui avait montré une caricature de Mohammed lors d'un cours sur la liberté de la presse.

Mais c'est bien cette cabale qui inquiète aujourd'hui le ministère et les services, qui pointent en particulier deux hommes parmi les gardés à vue, auteurs de vidéos très relayées en ligne, ciblant l'enseignant : Abdelhakim Sefrioui, un « *agitateur* » connu des services de renseignements depuis les années 1980 (il figure au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste), et Brahim C., le père d'une élève de 13 ans scolarisée au collège de Conflans-Sainte-Honorine (elle n'était pas dans la classe au moment des faits selon nos informations).

Selon le ministre de l'intérieur, des opérations de police sont menées depuis lundi 19 octobre, et se poursuivront cette semaine, contre « *des dizaines d'individus* » de la mouvance « *islamiste* », sans forcément qu'ils aient un lien avec l'enquête.

Salafistes et Frères musulmans

Que désigne-t-on par ce mot-valise d'« *islamistes* » ? Certains courants d'abord, comme les salafistes ou les Frères musulmans qui véhiculent un islam politique comme le faisait par exemple Abdelhakim Sefrioui lorsqu'il tenait à la fin des années 1990 une librairie islamique, la Rissala (le message en Arabe), rue Jean-Pierre Timbaud dans le 11^e arrondissement de Paris. Il s'attelait alors à traduire les écrits de Youssef al-Qardaoui, théologien de référence des Frères musulmans (ce dernier avait notamment appelé à manifester contre le Danemark après la publication en 2008 d'une caricature de Mohammed).

Mais l'islamisme d'Abdelhakim Sefrioui, c'était aussi ces actions « *coup de poing* », dont certaines ressemblent à celle menée contre l'enseignant des Yvelines, par exemple lorsqu'il avait tenté de perturber un dîner à la mosquée d'Evry-Courcouronnes auquel avait été invité Manuel Valls, alors premier ministre. C'était en 2014, Abdelhakim Sefrioui était parvenu à rassembler une centaine de personnes, obligeant à faire boucler la mosquée par des CRS. « *C'était déjà assez significatif de son mode d'action* » rapporte une source au sein des renseignements territoriaux des Yvelines, pour qui « *ce type d'acteurs bénéficient de l'absence de clergé structuré dans l'islam et de la faiblesse des représentants musulmans qu'on a essayé de faire monter* ».

Après les attentats de novembre 2015, le préfet des Yvelines avait tenté de rassembler les mosquées du département au sein du Conseil des institutions musulmanes des Yvelines (Cimy), pour favoriser les liens avec l'État. Mais le conseil s'est progressivement affaibli à cause de luttes internes, laissant le champ libre à d'autres associations non répertoriées comme le « *conseil des imams de France* » (CIF), dont se réclamait Abdelhakim Sefrioui. « *Le CIF et Abdelhakim Sefrioui ne travaillent plus ensemble* », affirme à *La Croix* Dhaou Meskine, membre de ce conseil, pour qui « *les imams doivent s'en tenir uniquement au religieux* ». « *Je ne critique pas les actions d'Abdelhakim Sefrioui, reprend-il. C'est juste une différence de vues.* »

Une déclinaison identitaire de l'islam

Au-delà du parcours d'Abdelhakim Sefrioui, l'islamisme désigne aussi un ensemble d'idées diffusées au-delà de tel ou tel courant : « *L'islamisme pour moi, c'est une déclinaison identitaire de l'islam. C'est quand on se définit d'abord comme musulman, par opposition aux non-musulmans et que l'on gère ses rapports entre musulmans à partir de l'islam* »,

explique Hicham Abdelgawad, doctorant en sciences des religions à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique). L'islamisme se caractérise donc par la production d'un discours clivé, selon lequel il y a « eux » et « nous ».

Cette rhétorique, on la retrouve d'ailleurs dans les vidéos du père d'élève Brahim C., comme le relève Farid Abdelkrim, auteur en 2015 du livre *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste* (1). « Ce père dans cette vidéo, il dit 'on', il dit 'nous', il propose des actions collectives contre l'enseignant, comme si les musulmans étaient une seule communauté, qui devait défendre ses intérêts... » Pour cet ancien membre des Frères musulmans, l'une des caractéristiques de l'islamisme actuel, c'est justement cette posture de défense, cette injonction à lutter contre l'islamophobie, particulièrement présente en ligne.

« Ce sont des voix qui disent aux musulmans : vous n'êtes pas des hommes si vous ne vous élevez pas contre l'islamophobie, précise Farid Abdelkrim. Ce que fait par exemple en permanence la plateforme Lesmusulmans.fr » Cette plateforme collaborative lancée en octobre 2019 dénonçait par exemple dans des articles récents les « amalgames » d'Emmanuel Macron après son discours aux Mureaux sur le séparatisme.

« Le message c'est seulement de dire que nous aussi nous faisons partie de ce pays. De la même manière qu'on lutte contre le sexisme ou les discriminations contre les homosexuels, on doit se mobiliser contre l'islamophobie », se défend Marwan Muhammad, ancien directeur du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), à l'origine de la création de cette plateforme.

Sur Europe 1, le ministre Gérald Darmanin a annoncé lundi 19 octobre qu'il allait notamment proposer la dissolution du CCIF décrit comme une association « ennemie de la République ». « J'attends de voir sur quelle base juridique... », reprend Marwan Muhammad, qui rappelle que l'association avait recommandé à Brahim C. de supprimer les vidéos.

D'autres structures avaient en revanche contribué à leur diffusion, comme la mosquée de Pantin (Seine-Saint-Denis) qui avait relayé l'une d'entre elles sur sa page Facebook. Le recteur de cette mosquée, M'hammed Hennishe, par ailleurs secrétaire général de l'Union des musulmans de Seine-Saint-Denis (UAM 93), précise avoir seulement partagé la vidéo où le père de famille, Brahim C., apparaît seul. « Dans cette vidéo, le père dit que l'enseignant a demandé aux élèves musulmans de s'identifier et de quitter la classe, c'est ça qui nous a heurtés », précise-t-il. Une version du père aujourd'hui démentie. « Nous n'avons en revanche pas partagé la vidéo avec Abdelhakim Sefrioui. Nous connaissons ce monsieur et ses actions de harcèlement. »

Le point sur l'enquête

L'assaillant, Abdoullakh A., était connu pour des antécédents de droit commun, mais pas pour radicalisation.

Les enquêteurs ont retrouvé dans son téléphone portable le texte de revendication et la photo de la tête de la victime, accompagnée d'un message à Emmanuel Macron, « *le dirigeant des infidèles* ».

Le père de l'élève, Brahim C., qui a appelé à la mobilisation contre l'enseignant, était lié au militant islamiste Abdelhakim Sefrioui.

Quinze personnes étaient en garde à vue lundi, dont les parents, le grand-père et le petit frère de l'assaillant, Brahim C. et Abdelhakim Sefrioui.

Selon le ministre de l'intérieur, des opérations de police sont menées depuis lundi matin contre « *des dizaines d'individus* » de la mouvance islamiste et « *plus de 80 enquêtes* » ont été ouvertes, pouvant conduire à la dissolution d'associations comme le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) ou l'ONG Baraka City, fondée par des salafistes.

(1) Une fatwa est une consultation juridique sur un point de religion donnant parfois lieu à condamnation.